



6 juillet 2021

(21-5335)

Page: 1/6

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU TITRE DE L'ARTICLE 63:3
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

COMMUNICATION ADRESSÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE À LA CHINE

1. L'Union européenne tient à observer qu'elle salue et apprécie les efforts constamment déployés par la Chine pour renforcer son système de droits de propriété intellectuelle et sa volonté d'informer les Membres de l'évolution de la situation sur son territoire. Depuis plus de 10 ans, l'Union européenne soutient les efforts de la Chine dans le cadre du projet IP Key et elle reste résolue à poursuivre sa coopération à l'avenir dans l'intérêt mutuel de l'une et de l'autre en vue de nouvelles améliorations.

2. Dans un souci de plus grande transparence, l'Union européenne souhaiterait demander des renseignements au sujet d'un certain nombre de décisions judiciaires et de règlements récents relatifs aux brevets. Elle a noté que dans quatre affaires judiciaires, des décisions avaient été prises en ce qui concerne la demande et l'exécution d'injonctions relatives à des brevets essentiels à une norme. Certaines de ces décisions contiennent aussi des mesures relatives à l'engagement de procédures judiciaires concernant des questions de licence et des taux de redevance. Il apparaît que ces décisions donnent une nouvelle interprétation de lois et règlements existants et qu'elles ont également conduit à la promulgation de nouveaux règlements. On trouvera plus loin de plus amples détails sur ces mesures. Dans l'annexe figurent les questions au sujet de ces mesures que l'Union européenne souhaite poser à la Chine aux fins de clarification. La présente demande est présentée au titre de l'article 63:3 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ("Accord sur les ADPIC").

3. L'Union européenne a noté deux affaires dans le rapport du Tribunal populaire suprême sur les décisions marquantes de 2020:¹ la première, *Conversant c. Huawei*, a été signalée comme la première décision de la Chine ordonnant ce qu'on appelle une "injonction antipoursuites" et la première à fixer des amendes journalières.² La décision est décrite comme interdisant au détenteur d'un brevet européen de faire exécuter une décision de justice d'un État membre de l'Union européenne relative à ce brevet. Elle concernerait des litiges relatifs à des brevets essentiels à une norme délivrés dans de nombreux membres de l'OMC. La décision est présentée comme un modèle pour l'approche adoptée par la Chine en matière d'injonctions antipoursuites et d'amendes journalières appliquées aux détenteurs de droits. L'Union européenne souhaiterait mieux comprendre cette décision et l'approche sous-jacente.

¹ Publié le 22 avril 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-297991.html>. Consulté le 10 mai 2021 2020年中国法院10大知识产权案件和50件典型知识产权案例, 来源: 最高人民法院.

² *Conversant c. Huawei* – Tribunal populaire suprême Huawei Technologies Co., Ltd., Huawei Terminal Co., Ltd., Huawei Software Technology Co., Ltd. et *Conversant Wireless Licensing Co., Ltd.* sur la confirmation de l'absence d'atteinte aux droits de brevet et le règlement d'une série de différends sur les licences de brevets essentiels à une norme [Tribunal populaire suprême (2019), Décision civile n° 732, 733, 734 du Tribunal populaire suprême] 华为技术有限公司、华为终端有限公司、华为软件技术有限公司与康文森无线许可有限公司确认不侵害专利权及标准必要专利许可纠纷系列案〔最高人民法院（2019）最高法知民终732、733、734号之一民事裁定书〕.

4. L'Union européenne a également noté que le Tribunal populaire suprême avait qualifié l'affaire *Conversant c. Huawei* d'"affaire type" (典型案件)³ et avait publié des "lignes directrices aux fins du processus juridictionnel" sur la base de cette affaire.⁴ Des précisions concernant l'incidence de cette qualification et le statut de ces lignes directrices seraient les bienvenues.

5. La deuxième affaire marquant un tournant signalée par le Tribunal populaire suprême est l'affaire *OPPO c. Sharp*. La décision est décrite comme interdisant au détenteur d'un brevet européen de faire exécuter une décision de justice d'un État membre de l'Union européenne relative à ce brevet et l'obligeant à retirer l'affaire du tribunal concerné. Cette affaire est présentée comme la première "*injonction antipoursuites*" dans le monde et comme examinant des "*injonctions antipoursuites*" prononcées dans le ressort d'autres Membres. Le Tribunal populaire suprême la décrit comme revêtant une grande importance pour le devenir de la Chine en tant que "*guide des règles internationales en matière de propriété intellectuelle*". L'Union européenne souhaiterait donc avoir de plus amples renseignements sur le raisonnement qui sous-tend cette décision et l'application qui en est faite.

6. La troisième affaire dont l'Union européenne a connaissance est l'affaire *Xiaomi c. InterDigital*. Le site Web du gouvernement de la municipalité de Wuhan rapporte que le 23 septembre 2020, le Tribunal populaire intermédiaire de Wuhan a statué qu'InterDigital devait immédiatement retirer ou faire suspendre la décision fixant le taux de licence de brevet et l'injonction prononcée contre Xiaomi en Inde, et qu'elle ne pouvait demander de décision concernant le taux de licence de brevet ni d'injonction contre Xiaomi devant aucun tribunal dans le monde. En cas de violation de la décision, une amende de 1 million de RMB par jour serait imposée.⁵

7. La quatrième affaire est celle de *Samsung c. Ericsson* devant le Tribunal populaire intermédiaire de Wuhan. Des documents en ligne provenant d'une affaire opposant Ericsson et Samsung devant un tribunal des États-Unis⁶ indiquent que le tribunal de Wuhan a prononcé à l'égard d'Ericsson une injonction antipoursuites semblable à celle visant InterDigital. Selon le jugement prononcé aux États-Unis, le tribunal de Wuhan avait interdit à Ericsson de demander à un tribunal quel qu'il soit de se prononcer sur des questions relatives aux licences, aux taux et à la question de savoir si sa conduite était compatible avec un engagement FRAND. Ericsson avait interdiction de demander ou de faire appliquer une injonction pour les brevets en cause dans l'affaire jugée à Wuhan, ou d'obtenir auprès d'un autre tribunal une ordonnance obligeant Samsung à retirer sa demande d'injonction antipoursuites. Le non-respect de ces prescriptions l'exposerait à de graves sanctions.⁷

8. Il est particulièrement important que les Membres et les détenteurs de droits puissent être au fait des décisions qui sont identifiées comme des affaires types exemplaires. D'après ce que l'Union européenne comprend, le site Web officiel où sont publiés les jugements chinois est "China Judgements Online". Cependant, après recherche, il s'avère que seules les décisions concernant l'affaire *Conversant c. Huawei* y figurent.⁸ L'Union européenne aimerait donc demander à la Chine de préciser si l'on peut trouver les décisions rendues dans les trois autres affaires et, dans l'affirmative, à quel endroit, et de fournir ces décisions.

9. La question présente un certain caractère d'urgence, comme le montre le fait que certains tribunaux ont adopté ces mesures provisoires sans que l'autre partie soit entendue. L'Union européenne demande donc à la Chine de fournir ses réponses huit semaines après réception de la

³ Le rapport annuel du Tribunal populaire suprême pour 2020 a présenté l'affaire *Conversant c. Huawei* comme une "affaire type" (典型案件). Publié le 26 février 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-298771.html#>. Consulté le 10 mai 2021 最高人民法院知识产权案件年度报告 (2020) 来源: 人民法院报.

⁴ "Lignes directrices aux fins du processus juridictionnel" du Tribunal populaire suprême publiées le 26 février 2021 à l'adresse <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-288131.html>. Consulté le 10 mai 2021 最高人民法院知识产权法庭裁判要旨(2020).

⁵ http://www.wuhan.gov.cn/sy/whyw/202103/t20210304_1642447.shtml

⁶ United States District Court for the Eastern District of Texas Marshall Division, Civil action No. 2:20-CV-00380-JRG, décision du 11 janvier 2021, document 45.

⁷ <https://casetext.com/case/ericsson-inc-v-samsung-elecs-co>

⁸ Dernière vérification le 11 juin 2021.

présente communication. Elle attend avec intérêt la réponse de la Chine aux questions relatives à ces mesures figurant en annexe. Elle accueillerait avec satisfaction la possibilité d'avoir un nouvel échange de vues sur cette question au Conseil des ADPIC. Profiter de la possibilité d'un échange approfondi offerte par le Conseil permettra de mieux comprendre la situation des Membres de l'OMC affectés s'agissant de ces questions.

ANNEXE

QUESTIONS POSÉES À LA CHINE AU SUJET DE PLUSIEURS MESURES
CONCERNANT LES MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

I. Texte des décisions judiciaires

A) L'Union européenne voudrait demander à la Chine si elle peut fournir toutes les décisions prises à ce jour dans les affaires ci-après. Dans la mesure où d'autres décisions ont été prises sur le sujet, la Chine est invitée à les fournir toutes. Par exemple, dans l'affaire OPPO c. Sharp, le Tribunal populaire suprême a noté qu'il y avait eu une décision concernant l'injonction, puis il apparaît qu'une décision de suivi concernant sa mise en œuvre a été rendue. Des articles de presse ont également fait état d'une autre décision concernant la compétence.

1

1 – OPPO c. Sharp – Tribunal intermédiaire de Shenzhen²

2 – Xiaomi c. InterDigital – Tribunal populaire intermédiaire de Wuhan, province de Hubei³

3 – Samsung c. Ericsson – Tribunal populaire intermédiaire de Wuhan, province de Hubei⁴

B) L'Union européenne voudrait également demander à la Chine de préciser quelles décisions sont publiées sur le site Web "China Judgements Online". Quels sont les critères de sélection? Des délais spécifiques sont-ils prévus pour la publication après l'adoption d'une affaire?

II. Statut des affaires types selon le Tribunal populaire suprême

Dans son rapport annuel pour 2020, le Tribunal populaire suprême a présenté l'affaire Conversant c. Huawei comme une "affaire type" (典型案件).⁵

Le Tribunal populaire suprême de la propriété intellectuelle a également classé l'affaire comme une "affaire type en matière de technologie" dans son rapport sur les affaires de propriété intellectuelle dans le domaine de la technologie pour 2020.⁶

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut d'une affaire type? Les tribunaux inférieurs sont-ils tenus de suivre ces décisions?

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut d'une affaire type en matière de technologie? Existe-t-il une différence de statut entre une affaire type et une affaire type en matière de technologie? Quelle incidence a le fait qu'une affaire soit à la fois une affaire type et une affaire type en matière de technologie?

¹ <https://www.chinajusticeobserver.com/a/chinese-court-rules-to-affirm-jurisdiction-to-determine-frand-terms>

² Référence: OPPO Guangdong Mobile Communications Co., Ltd., OPPO Guangdong Mobile Communications Co., Ltd. Shenzhen Branch c. Sharp Co., Ltd., Sain Beiji Japan Co., Ltd. Affaire concernant des licences de brevets essentiels relatifs à une norme [Tribunal populaire intermédiaire de Shenzhen, province de Guangdong (2020), Guangdong 03 Min chu 689, Décision civile n° 1] OPPO广东移动通信有限公司、OPPO广东移动通信有限公司深圳分公司与夏普株式会社、赛恩倍吉日本株式会社标准必要专利许可纠纷案 [广东省深圳市中级人民法院 (2020) 粤03民初689号之一民事裁定书]

³ Une publication sur cette affaire indiquait comme référence (2020) E 01 Zhi Min Chu n° 169.

⁴ (2020) E 01 Zhi Min Chu n° 743 .(2020) 鄂01 知民初743 号

⁵ Publié le 26 février 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-298771.html#>.

Consulté le 10 mai 2021 最高人民法院知识产权案件年度报告 (2020) 来源: 人民法院报

⁶ Publié le 26 février 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-288071.html>. Consulté le 10 mai 2021 最高人民法院知识产权法庭 2020 年技术类知识产权典型案例的通报 – 最高人民法院知识产权法庭副院长

III. Statut d'affaire "majeure" selon le Tribunal populaire suprême

Dans un rapport annuel pour 2020, le Tribunal populaire suprême a présenté 10 affaires comme des affaires "majeures" en matière de propriété intellectuelle (大知识产权案件).⁷ Ces 10 affaires incluent l'affaire Conversant c. Huawei tranchée par le Tribunal populaire suprême et une décision du Tribunal intermédiaire de Shenzhen dans l'affaire OPPO c. Sharp. Ces affaires "majeures" sont présentées à côté de 50 "affaires types" (典型案例).

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut d'une affaire "majeure"? Est-ce différent d'une affaire "type"? Étant donné que l'affaire Conversant c. Huawei est également classée comme une affaire "type", cela modifie-t-il le statut? Les tribunaux inférieurs sont-ils tenus de suivre les décisions rendues dans ces affaires "majeures"?

Pourquoi le Tribunal populaire suprême a-t-il retenu ces affaires comme étant des affaires "majeures" ou des affaires "types"?

IV. Lignes directrices publiées par le Tribunal populaire suprême de la propriété intellectuelle aux fins du processus juridictionnel

Sur la base de l'affaire type Conversant c. Huawei, le Tribunal populaire suprême de la propriété intellectuelle a publié des lignes directrices aux fins du processus juridictionnel qu'il convient de suivre pour statuer sur une injonction antipoursuites et des pénalités journalières.⁸

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut de ces lignes directrices aux fins du processus juridictionnel? Les tribunaux inférieurs sont-ils tenus de les suivre?

V. Orientations concernant les mesures conservatoires – statut

Le Tribunal populaire suprême a adopté des dispositions concernant les mesures conservatoires dans les différends en matière de propriété intellectuelle qui ont été appliquées dans les deux décisions du tribunal de Wuhan concernant des injonctions antipoursuites.⁹

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut de ces dispositions? Les tribunaux inférieurs sont-ils tenus de les suivre?

Quel est le lien entre ces dispositions et les lignes directrices aux fins du processus juridictionnel mentionnées plus haut? Y a-t-il une hiérarchie entre ces normes?

VI. Loi sur la procédure civile de la Chine

Les injonctions antipoursuites sont décrites comme des "mesures conservatoires" au sens de l'article 100 de la Loi sur la procédure civile chinoise, et l'Union européenne croit comprendre qu'il s'agit de mesures provisoires au sens de l'article 44 de l'Accord sur les ADPIC.¹⁰

⁷ Publié le 22 avril 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-297991.html#>. Consulté le 10 mai 2021 2020年中国法院10大知识产权案件和50件典型案例知识产权案例, 来源: 最高人民法院.

⁸ Publié le 26 février 2021 à l'adresse: <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-288131.html>. Consulté le 10 mai 2021 最高人民法院知识产权法庭裁判要旨 (2020).

⁹ Dispositions du Tribunal populaire suprême concernant plusieurs questions relatives à l'application de la loi dans l'examen des mesures conservatoires dans les différends en matière de propriété intellectuelle (approuvées par la mille sept cent cinquante-cinquième conférence de la commission judiciaire du Tribunal populaire suprême le 26 novembre 2018, devant être promulguées à partir du 1^{er} janvier 2019) Fa Shi [2018] n° 21. Publié le 13 décembre 2018 à l'adresse <http://www.court.gov.cn/zixun-xiangqing-135341.html>. Consulté le 10 mai 2021 《最高人民法院关于审查知识产权纠纷行为保全案件适用法律若干问题的规定》已于2018年11月26日由最高人民法院审判委员会第1755次会议通过, 现予公布, 自2019年1月1日起施行, 法释〔2018〕21号. 来源: 最高人民法院网.

¹⁰ Loi sur la procédure civile de la République populaire de Chine (de 1991, révisée en dernier lieu en 2017). Traduction du site Web du China International Commercial Court (CICC) (tribunal de commerce international de la Chine), tribunal créé par le Tribunal populaire suprême pour trancher les affaires

La Chine pourrait-elle préciser quel est le statut de ces mesures conservatoires"? Par exemple, la durée pendant laquelle elles peuvent rester en place? Si nous comprenons bien, elles seront en place pendant la durée de l'affaire. En cas d'appel, resteraient-elles en place?

VII. Compétence

Le rapport du Tribunal populaire suprême sur l'affaire OPPO c. Sharp indiquait que OPPO avait demandé au tribunal intermédiaire de Shenzhen de fixer un taux de licence mondial pour les brevets de Sharp essentiels à une norme.

La Chine pourrait-elle préciser sur quel fondement juridique le tribunal de Shenzhen a justifié sa compétence pour fixer des taux de licence mondiaux?

VIII. Champ des injonctions antipoursuites

A) Le Tribunal populaire suprême a indiqué que, tant dans l'affaire Conversant c. Huawei que dans l'affaire OPPO c. Sharp, l'injonction antipoursuites bloquait l'exécution dans l'Union européenne d'une injonction fondée sur un brevet délivré par un État membre de l'Union européenne.

La Chine pourrait-elle préciser, pour ces deux affaires, quel était le fondement juridique permettant aux tribunaux de bloquer l'exécution dans l'Union européenne d'une injonction fondée sur un brevet délivré par un État membre de l'Union européenne?

B) Il y a une note sur le site Web du gouvernement de Wuhan qui décrit une injonction antipoursuites obtenue par Xiaomi interdisant à InterDigital de demander une injonction à n'importe quel tribunal dans le monde ou de demander à n'importe quel tribunal dans le monde de se prononcer sur des questions relatives à la licence ou aux taux de redevance concernant ses brevets essentiels à une norme.

La Chine pourrait-elle préciser le fondement juridique justifiant que le tribunal intermédiaire de Wuhan ait mis en place une interdiction à l'échelle du monde entier de demander une injonction et de saisir un tribunal pour statuer sur des questions relatives à la licence des brevets essentiels à une norme, y compris les taux de redevance?

commerciales internationales. <http://cicc.court.gov.cn/html/1/219/199/200/644.html>. Consulté le 10 mai 2021

中华人民共和国民事诉讼法 (1991年4月9日第七届全国人民代表大会第四次会议通过 根据2007年10月28日第十届全国人民代表大会常务委员会第三十次会议《关于修改〈中华人民共和国民事诉讼法〉的决定》第一次修正 根据2012年8月31日第十一届全国人民代表大会常务委员会第二十八次会议《关于修改〈中华人民共和国民事诉讼法〉的决定》第二次修正 根据2017年6月27日第十二届全国人民代表大会常务委员会第二十八次会议《关于修改〈中华人民共和国民事诉讼法〉和〈中华人民共和国行政诉讼法〉的决定》第三次修正)